

RAPPORT DE GESTION

Ce rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires de Goodfellow inc. (« la Société ») ont été approuvés par le Comité d'audit et le Conseil d'administration le 15 octobre 2020.

Ce rapport de gestion devrait être lu conjointement avec les états financiers consolidés et ses notes afférentes pour les exercices terminés les 30 novembre 2019 et 2018.

Ce rapport de gestion présente une revue des développements et résultats importants de l'exploitation de la Société pour les périodes de neuf mois terminés les 31 août 2020 et 2019.

Ces états financiers consolidés intermédiaires pour les périodes de neuf mois terminés les 31 août 2020 et 2019 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

À moins d'indication contraire, tous les montants présentés dans le rapport de gestion sont en dollars canadiens.

Comme indiqué dans la section « PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES » de ce rapport de gestion, la Société a adopté l'IFRS 16 – Contrats de location en utilisant l'approche rétrospective modifiée à compter de la période de rapport annuel commençant le 1^{er} décembre 2019. Par conséquent, les chiffres comparatifs au et pour l'exercice terminé le 30 novembre 2019 et pour les neuf mois terminés le 31 août 2019 n'ont pas été redressés et continuent d'être présentés selon IAS 17 - Contrats de location.

De l'information additionnelle au sujet de la Société, comme la circulaire d'information annuelle et le rapport annuel, peut être consultée sur le site internet de SEDAR à www.sedar.com.

INFORMATION FINANCIÈRE PROSPECTIVE

Ce rapport de gestion contient des prévisions implicites et/ou explicites, ainsi que des déclarations prospectives sur les objectifs, les stratégies, la situation financière, les résultats d'exploitation et les activités de Goodfellow inc.. Les déclarations prospectives peuvent être identifiées par des mots tels que: «croire», «estimation», «attente», «stratégie», «avenir», «probable», «peut», «devrait», «volonté» et des références similaires à des périodes futures. Des exemples de déclarations prospectives comprennent, entre autres, des déclarations que nous faisons concernant la liquidité et la gestion des risques dans les conditions économiques actuelles. Les déclarations prospectives ne sont ni des faits historiques ni des garanties de performances futures. Ces déclarations sont prospectives dans la mesure où elles sont fondées sur des attentes au sujet des marchés dans lesquels nous exerçons nos activités et sur diverses estimations et hypothèses. Bien que nous croyions que les attentes reflétées dans les déclarations prospectives présentées dans les documents et les hypothèses sur lesquels ces déclarations prospectives sont fondées soient raisonnables, rien ne garantit que ces attentes et hypothèses s'avèreront exactes. Il est recommandé au lecteur de faire preuve de prudence et ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives comprises dans ce rapport, car rien ne garantit que se réaliseront les plans, intentions et attentes sur lesquels ces déclarations prospectives sont fondées. Les résultats réels pourraient différer de manière significative des attentes de la direction si des risques, dénotés ou non, et si des incertitudes affectaient les résultats de la Société ou si nos évaluations ou hypothèses s'avéraient inexactes. Ces risques et incertitudes comprennent, entre autres, les effets des conditions économiques générales et commerciales, y compris la nature cyclique de nos opérations, la concurrence de marché, l'inflation, les conditions du crédit, les taux de change et les risques de fluctuation des taux d'intérêt, les risques environnementaux, le niveau de la demande et la performance financière de l'industrie manufacturière, la concurrence des fournisseurs, les changements au niveau de la demande des clients, la mesure dans laquelle nous réussissons à obtenir de nouvelles relations à long terme avec les clients ou à conserver les relations existantes et le niveau de défaillance des services qui pourrait conduire les clients à utiliser les services de nos concurrents, l'augmentation des faillites de clients, la dépendance envers des employés clés, l'impact de la pandémie de COVID-19 et le climat d'incertitude s'y rapportant, les lois et règlements, les systèmes d'information, les structures de coût et les exigences de fonds de roulement, l'occurrence d'hostilités, l'instabilité politique ou les catastrophes naturelles et d'autres facteurs décrits dans les documents publics déposés par la Société et disponibles à www.sedar.com. Pour toutes ces raisons, nous ne pouvons garantir la réalisation des déclarations prospectives. Ce rapport de gestion fournit un aperçu de notre performance antérieure ainsi que des stratégies futures et des indices de performance clés tels que perçus par l'équipe de direction de Goodfellow inc.. La Société décline toute obligation de mettre à jour ou de réviser ces déclarations prospectives, sauf dans les cas prévus par toute loi applicable.

COVID-19

Les attentes de la Société en matière de rendement opérationnel et financier en 2020 sont fondées sur certaines hypothèses, y compris des hypothèses concernant la pandémie de COVID-19, telles que la durée et l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les activités, les opérations et la situation financière de la Société. Il s'agit notamment de l'hypothèse que les installations de fabrication et de distribution de la Société demeureront ouvertes et opérationnelles, l'hypothèse que son personnel demeurera en bonne santé, l'hypothèse que les quincailleries et les magasins de bois d'œuvre et autres clients industriels et manufacturiers demeureront ouverts et continueront de commander et de vendre les produits de la Société, l'hypothèse selon laquelle les activités de construction ne seront pas interrompues par des fermetures obligatoires et l'hypothèse que la chaîne d'approvisionnement de la Société ne sera pas interrompue. Les estimations, les croyances et les hypothèses de la Société sont intrinsèquement assujetties à d'importantes incertitudes et éventualités commerciales, économiques, concurrentielles et autres concernant des événements futurs, y compris la pandémie COVID-19 et, à ce titre, sont susceptibles de changer. La Société ne peut donner aucune assurance que ces estimations, croyances et hypothèses s'avèreront exactes.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

En plus de présenter les résultats conformément aux IFRS, ce rapport de gestion fournit, à titre de mesures financières non conformes aux IFRS, les flux de trésorerie par action et le bénéfice d'exploitation avant amortissement des immobilisations corporelles et de l'amortissement des actifs incorporels (aussi désignés comme bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements [« BAIIA »]). Ces mesures financières n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et pourraient ne pas être comparées à des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. La direction

considère qu'il s'agit d'information utile pour les investisseurs avertis désirant évaluer la capacité de la Société à générer des fonds. Les flux de trésorerie par action sont définis comme le fonds de roulement de l'exploitation (excluant les éléments sans effet sur la trésorerie du fonds de roulement, les impôts payés et intérêts payés) s'élevant à 11,7 millions \$ pour la période de trois mois et à 18,5 millions \$ pour la période de neuf mois terminés le 31 août 2020 divisés par le nombre d'actions en circulation de 8 562 554 actions.

Rapprochement du Bénéfice net au BAIIA (en milliers de dollars)	Trois mois terminés le		Neuf mois terminés le	
	31 août	31 août	31 août	31 août
	2020	2019	2020	2019
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice net de la période	6 696	2 472	8 035	2 777
Impôt sur le résultat	2 604	961	3 125	1 086
Charges financières nettes	679	895	2 152	2 449
Bénéfice d'exploitation	9 979	4 328	13 312	6 312
Dépréciation et amortissement	861	869	2 548	2 592
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	1 084	-	3 265	-
BAIIA	11 924	5 197	19 125	8 904

VUE D'ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ

Goodfellow est un distributeur de produits de bois, de matériaux de construction et de plancher de bois franc. La Société est active dans les domaines de la distribution en gros, le ré-usinage de produits de bois, la distribution et le courtage de bois. La Société vend à plus de 7 000 clients dans trois secteurs principaux, soit les secteurs industriels, manufacturiers et de commerce de détail. La Société exploite 13 centres de distribution, 9 usines de transformation au Canada et 1 centre de distribution aux États-Unis.

INFORMATION ANNUELLE SÉLECTIONNÉE (en milliers de dollars, sauf pour les montants par action)

	2019	2018	2017
	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	449 587	475 207	523 659
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat	4 269	3 277	(3 275)
Bénéfice (perte) net	3 054	2 571	(2 094)
Actifs totaux	180 581	190 718	197 233
Dette à long terme	28	43	55
Dividendes en argent	851	-	-
PAR ACTION ORDINAIRE			
Bénéfice (perte) net par action, De base	0,36	0,30	(0,25)
Bénéfice (perte) net par action, Dilué	0,35	0,30	(0,25)
Fonds de roulement de l'exploitation (excluant la variation des éléments sans effet sur la trésorerie du fonds de roulement, impôts payés et intérêts payés)	1,14	1,14	0,31
Capitaux propres	13,24	13,27	12,86
Prix de l'action	4,82	6,00	8,33
Dividendes en argent	0,10	-	-

COMPARAISON DES TROIS MOIS TERMINÉS LE 31 AOÛT 2020 ET 2019

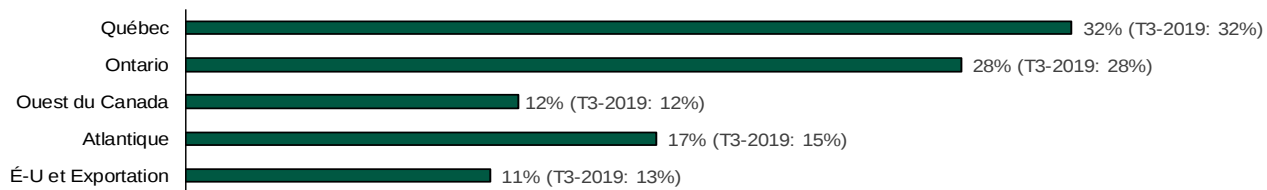
(en milliers de dollars, sauf pour les montants par action)

FAITS SAILLANTS POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉS LE 31 AOÛT 2020 ET 2019	T3-2020	T3-2019	Variance
	\$	\$	%
Chiffre d'affaires	138 843	130 594	+6,3
Bénéfice avant impôt sur le résultat	9 300	3 433	+170,9
Bénéfice net – De base	6 696	2 472	+170,9
Bénéfice net – Dilué	6 696	2 440	+174,4
Bénéfice net par action – De base & Dilué	0,78	0,29	+169,0
Fonds de roulement de l'exploitation (excluant les éléments hors caisse, les impôts et intérêts payés)	11 655	4 915	+137,1
BAIIA	11 924	5 197	+129,4
Dette bancaire moyenne	34 315	69 902	-50,9
Stock moyen	87 977	107 383	-18,1

Au Canada, les ventes au cours du troisième trimestre de l'exercice 2020 ont augmenté de 9 % par rapport à l'an dernier principalement en raison du fait que certaines restrictions ont été levées à l'exception de la restriction de voyage. Les restrictions de déplacement imposées combinées aux programmes gouvernementaux de protection salariale ont eu un impact positif sur notre industrie et pour la Société. De nombreux consommateurs ont décidé d'investir dans leur propriété car ils n'étaient pas autorisés à voyager. Au Québec, les ventes ont augmenté de 11 % comparativement à

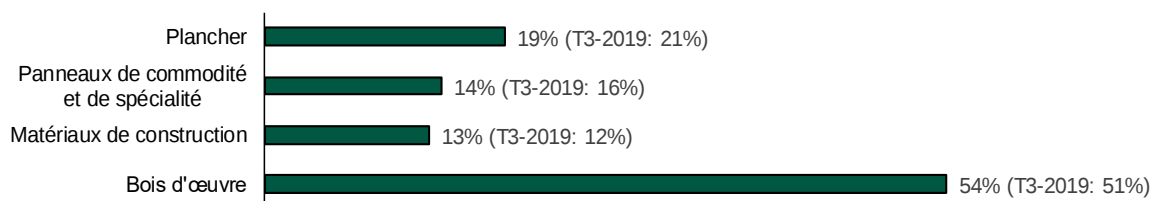
l'an dernier en raison d'une augmentation des ventes de matériaux de construction et de produits de bois d'œuvre. En Ontario, les ventes ont augmenté de 6 % par rapport à l'an dernier principalement en raison d'une augmentation des ventes de matériaux de construction, de produits de bois d'œuvre et de panneaux de commodité et de spécialité. Dans l'Ouest canadien, les ventes ont augmenté de 1 % par rapport à l'an dernier à cause de l'augmentation des ventes de produits de bois d'œuvre et de matériaux de construction, mais d'une diminution des ventes de produits de plancher et de panneaux de commodité et de spécialité. Dans la région de l'Atlantique, les ventes ont augmenté de 18 % par rapport à l'an dernier en raison de l'augmentation des ventes de matériaux de construction et de produits de bois d'œuvre.

Distribution géographique des ventes pour le troisième trimestre terminé le 31 août 2020



Aux États-Unis, les ventes au cours du troisième trimestre de l'exercice 2020 ont diminué de 6 % en dollars canadiens par rapport à l'an dernier, principalement en raison d'une baisse des ventes de produit de bois d'œuvre et de produits de panneaux de commodité et de spécialité. Les ventes en dollars américains ont diminué de 9 % par rapport à l'an dernier. Finalement, les ventes à l'exportation ont chuté de 23 % par rapport à l'an dernier, principalement en raison d'une diminution des ventes de produits de bois d'œuvre et de produit de plancher.

Distribution des ventes par produits pour le troisième trimestre terminé le 31 août 2020



Concernant la distribution des ventes par produits, les ventes de produits de plancher et de produits de commodité et de spécialité ont diminué principalement en raison du focus des clients sur les matériaux de construction et les produits de bois d'œuvre où nous avons constaté une forte augmentation au troisième trimestre de l'exercice 2020. Les ventes de produits de plancher au cours du troisième trimestre de l'exercice 2020 ont diminué de 4 % par rapport à l'an dernier. Les ventes de panneaux de commodité et de spécialité ont diminué de 4 % par rapport à l'an dernier. Les ventes de matériaux de construction ont augmenté de 15 % par rapport à l'an dernier. Finalement, les ventes de bois d'œuvre ont augmenté de 12 % par rapport à l'an dernier.

Coût des ventes

Le coût des ventes pour le troisième trimestre de l'exercice 2020 s'élevait à 111,0 millions \$ comparativement à 106,8 millions \$ l'an dernier. Le coût des ventes a augmenté de 3,9 % par rapport à l'an dernier. Les coûts totaux des frais de transport à la vente ont diminué de 2,6 % par rapport à l'an dernier. Les profits bruts s'élevaient à 27,8 millions \$ comparativement à 23,8 millions \$ l'an dernier. Les profits bruts ont augmenté de 17,1 % par rapport à l'an dernier. Les marges brutes s'élevaient à 20,0 % au cours du troisième trimestre de l'exercice 2020 (18,2 % l'an dernier).

Frais de vente et charges administratives et générales

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2020, les frais de vente et charges administratives et générales s'élevaient à 17,8 millions \$ comparativement à 19,4 millions \$ l'an dernier. Les frais de vente et charges administratives et générales ont diminué de 8,2 % par rapport à l'an dernier. Cette baisse résulte des mesures prises par la Société pour réduire ses coûts et améliorer son efficacité opérationnelle au cours du deuxième trimestre 2020 en réponse à la pandémie de COVID-19. La Société a mis en œuvre un certain nombre de mesures de réduction des coûts telles que la réduction des dépenses liées aux déplacements non essentiels et l'ensemble de la main-d'œuvre n'était pas entièrement réintégrée au début du trimestre. De plus, la Société a bénéficié de la subvention salariale d'urgence canadienne qui a notamment contribué au maintien des emplois liés à la production et à la distribution de services essentiels.

Le total des frais de vente, de distribution et d'administration pour le troisième trimestre de 2020, en excluant l'impact de IFRS 16, aurait été de 18,1 millions \$. L'impact de IFRS 16 sur les frais de vente, de distribution et d'administration est attribuable au remplacement des frais de location d'exploitation en vertu de l'IAS 17 par une plus petite charge d'amortissement liée aux actifs au titre de droits d'utilisation.

Charges financières nettes

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2020, les charges financières nettes s'élevaient à 0,7 million \$ (0,9 million \$ l'an dernier). La moyenne du taux préférentiel canadien s'élevait à 2,45 % comparativement à 3,95 % l'an dernier. La moyenne du taux préférentiel des É.-U. a diminué à 3,25 % comparativement à 5,50 % l'an dernier. La dette bancaire moyenne s'élevait à 34,3 millions \$ par rapport à 69,9 millions \$ l'année dernière.

Les coûts financiers nets totaux pour le troisième trimestre de 2020, en excluant l'impact de IFRS 16, auraient été de 0,5 million \$. L'adoption des IFRS 16 a augmenté les frais d'intérêt de 0,2 million \$ liés aux passifs des obligations locatives.

COMPARAISON DES NEUF MOIS TERMINÉS LE 31 AOÛT 2020 ET 2019

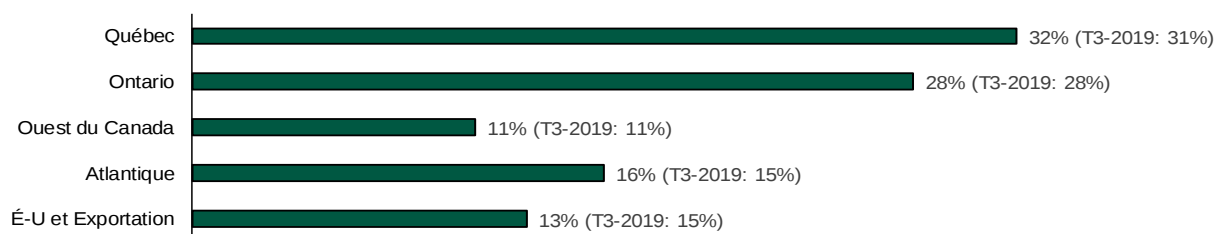
(en milliers de dollars, sauf pour les montants par action)

FAITS SAILLANTS POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS TERMINÉS LE 31 AOÛT 2020 ET 2019	T3-2020	T3-2019	Variance
	\$	\$	%
Chiffre d'affaires	331 462	342 460	-3,2
Bénéfice avant impôt sur le résultat	11 160	3 863	+188,9
Bénéfice net - De base	8 035	2 777	+189,3
Bénéfice net - Dilué	8 035	2 706	+196,9
Bénéfice net par action - De base	0,94	0,33	+184,4
Bénéfice net par action - Dilué	0,94	0,32	+193,8
Fonds de roulement de l'exploitation (excluant les éléments hors caisse, les impôts et intérêts payés)	18 537	8 325	+122,7
BAIIA	19 125	8 904	+114,8
Dette bancaire moyenne	40 625	63 390	-35,9
Stock moyen	95 591	107 087	-10,7

Au cours du deuxième trimestre, face à la pandémie de COVID-19, la Société a mis en œuvre des pratiques d'hygiène rigoureuses et des mesures de distanciation sociale sur le lieu de travail afin d'atténuer les risques pour la santé de ses employés et la menace pour ses opérations. La Société a pu garder la plupart de ses installations ouvertes dans les débuts de la pandémie COVID-19, en s'appuyant sur des exemptions de fermetures obligatoires pour les produits et services essentiels, l'important ralentissement économique causé par la pandémie de COVID-19 et les fermetures imposées par les gouvernements ont eu des répercussions négatives sur la demande des produits de la Société. De plus, les activités de construction dans la majeure partie du Canada ont été interrompues pendant plusieurs semaines durant le deuxième trimestre dans le cadre des fermetures imposées par les gouvernements. Au troisième trimestre, certaines restrictions ont été levées à l'exception des restrictions de voyage. Au Canada, les restrictions à la frontière et les restrictions imposées par les provinces combinées aux programmes gouvernementaux de protection salariale ont eu un impact positif sur notre industrie et pour la Société. De nombreux consommateurs ont décidé d'investir dans leur propriété car ils n'étaient pas autorisés à voyager.

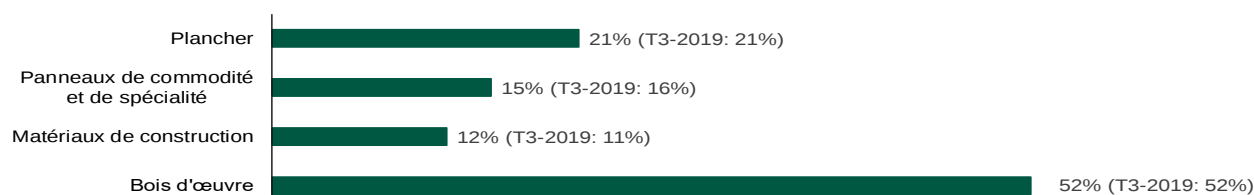
Au Canada, les ventes au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2020 ont seulement diminué de 1 % par rapport à l'an dernier, principalement en raison des fortes ventes au troisième trimestre de l'exercice 2020. Les ventes au Québec ont diminué de 3 % en raison de la diminution des ventes de produits de panneaux de commodité et de spécialité destinés aux fabricants. Les ventes en Ontario ont diminué de 1 % en raison de la diminution des ventes de produits de plancher et de bois d'œuvre. Les ventes dans l'Ouest canadien ont diminué de 5 % en raison de la diminution des ventes de produits de plancher et de produits de panneaux de commodité et de spécialité. Les ventes dans la région de l'Atlantique ont augmenté de 8 % principalement en raison d'une augmentation des ventes de produits de bois d'œuvre et de matériaux de construction.

Distribution géographique des ventes pour les neuf mois terminés le 31 août 2020



Les ventes aux États-Unis au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2020 ont diminué de 9 % en dollars canadiens par rapport à l'an dernier principalement en raison de l'impact de la pandémie COVID-19. En devise américaine, les ventes ont diminué de 10 % par rapport à l'an dernier. Finalement, les ventes à l'exportation ont diminué de 25 % par rapport à l'an dernier, principalement en raison de l'impact de la pandémie COVID-19 et d'une grève au port de Montréal.

Distributions des ventes par produits pour les neuf mois terminés le 31 août 2020



Concernant la distribution des ventes par produits, toutes les catégories de produits à l'exception des matériaux de construction ont vu leur volume diminuer principalement en raison de l'impact de la pandémie COVID-19. Les ventes de produits de plancher au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2020 ont diminué de 4 % par rapport à l'an dernier. Les ventes de panneaux de commodité et de spécialité ont diminué de 8 % par rapport à l'an dernier. Les ventes de matériaux de construction ont augmenté de 6 % par rapport à l'an dernier. Finalement, les ventes de bois d'œuvre ont diminué de 3 % par rapport à l'an dernier.

Coût des ventes

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020, le coût des ventes s'élevait à 266,7 millions \$ comparativement à 278,1 millions \$ l'an dernier. Le coût des ventes a diminué de 4,1 % par rapport à l'an dernier. Les coûts totaux des frais de transport à la vente ont diminué de 7,3 % par rapport à l'an dernier. Les profits bruts s'élevaient à 64,7 millions \$ comparativement à 64,4 millions \$ l'an dernier. Les profits bruts ont augmenté de 0,5 % par rapport à l'an dernier. Les marges brutes s'élevaient à 19,5 % au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2020 (18,8 % l'an dernier).

Frais de vente et charges administratives et générales

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020, les frais de vente et charges administratives et générales s'élevaient à 51,4 millions \$ comparativement à 58,1 millions \$ l'an dernier. Les frais de vente et charges administratives et générales ont diminué de 11,4 % par rapport à l'an dernier. En réponse à la pandémie de COVID-19, la Société a mis en œuvre au 2^e trimestre un certain nombre de mesures de réduction des coûts, comme la réduction des dépenses liées aux déplacements non essentiels et a mis à pied provisoirement jusqu'à 29 % de ses effectifs. De plus, la Société a bénéficié de la Subvention salariale d'urgence du Canada qui a notamment contribué au maintien des emplois liés à la production et à la distribution de services essentiels.

Le total des frais de vente, de distribution et d'administration pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020, en excluant l'impact de IFRS 16, aurait été de 52,1 millions \$. L'impact de IFRS 16 sur les frais de vente, de distribution et d'administration est attribuable au remplacement des frais de location d'exploitation en vertu de l'IAS 17 par une plus petite charge d'amortissement liée aux actifs au titre de droits d'utilisation.

Charges financières nettes

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020, les charges financières nettes s'élevaient à 2,2 millions \$ comparativement à 2,4 millions \$ l'an dernier. La moyenne du taux préférentiel canadien a diminué à 3,01 % comparativement à 3,95 % l'an dernier. La moyenne du taux préférentiel des É.-U. a diminué à 3,75 % comparativement à 5,48 % l'an dernier. La dette bancaire moyenne s'élevait à 40,6 millions \$ par rapport à 63,4 millions \$ l'année dernière.

Les coûts financiers nets totaux pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020, en excluant l'impact de IFRS 16, auraient été de 1,6 million \$. L'adoption des IFRS 16 a augmenté les frais d'intérêt de 0,6 million \$ liés aux passifs des obligations locatives.

SOMMAIRE DES HUIT DERNIERS TRIMESTRES COMPLÉTÉS

(en milliers de dollars, sauf pour les montants par action)

	Nov-2019	Fév-2020 ⁽¹⁾	Mai-2020 ⁽¹⁾	Août-2020 ⁽¹⁾
	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	107 127	88 856	103 763	138 843
Bénéfice (perte) net	277	(2 060)	3 399	6 696
Bénéfice (perte) net par action	0,03	(0,24)	0,40	0,78

	Nov-2018	Fév-2019	Mai-2019	Août-2019
	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	112 742	88 153	123 713	130 594
Bénéfice (perte) net	197	(1 550)	1 855	2 472
Bénéfice (perte) net par action	0,02	(0,18)	0,22	0,29

Tel qu'indiqué ci-haut, nos résultats des huit derniers trimestres suivent un cycle saisonnier, avec des ventes traditionnellement plus élevées durant les deuxièmes et troisièmes trimestres. Les ventes du deuxième trimestre de 2020 sont exceptionnellement plus basses en comparaison avec le deuxième trimestre de 2019 à cause de la pandémie COVID-19.

⁽¹⁾ Comprend l'impact de l'adoption des IFRS 16

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Actifs totaux

Au 31 août 2020, les actifs totaux s'élevaient à 204,0 millions \$ comparativement à 209,4 millions \$ l'an dernier. La trésorerie au 31 août 2020 totalisait 1,9 millions \$ comparativement à 1,5 millions \$ l'an dernier. Les comptes clients et autres comptes débiteurs affichaient 64,5 millions \$ au 31 août 2020 (65,2 millions \$ l'an dernier). La valeur des stocks au 31 août 2020 était de 82,5 millions \$ comparativement à 99,8 millions \$ l'an dernier. Les charges payées d'avance au 31 août 2020 totalisaient 2,1 millions \$ comparativement à 2,6 millions \$ l'an dernier. Les actifs au titre des régimes à prestations déterminées s'élevaient à 2,2 millions \$ au 31 août 2020 par rapport à 2,7 millions \$ l'an dernier. Au 31 août 2020,

les investissements étaient à 25 mille \$ (identique l'an dernier), reflétant ainsi la valeur comptable de l'investissement dans la coentreprise. Les autres actifs étaient de 0,8 million \$ au 31 août 2020 (0,9 million \$ l'an dernier).

Immobilisations corporelles, actifs incorporels et actifs au titre de droits d'utilisation

Au 31 août 2020, les immobilisations corporelles s'élevaient à 31,5 millions \$ comparativement à 32,8 millions \$ l'an dernier. Les dépenses en capital au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2020 totalisaient 0,7 million \$ comparativement à 0,5 million \$ l'an dernier. Les immobilisations corporelles capitalisées au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2020 comprenaient des bâtiments, des ordinateurs, du matériel roulant et de l'équipement de cour. Les actifs incorporels totalisaient 3,4 millions \$ au 31 août 2020 comparativement à 4,0 millions \$ l'an dernier. Le produit de disposition d'immobilisations corporelles au cours des trois premiers trimestres de l'exercice 2020 a été de 13 mille \$ comparativement à 8 mille \$ l'an dernier. Les actifs au titre de droits d'utilisation totalisaient 15,1 millions \$ au 31 août 2020 (nul l'an dernier). L'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs incorporels et des actifs au titre de droits d'utilisation au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2020 était de 5,8 millions \$ comparativement à 2,6 millions \$ l'an dernier.

Passifs totaux

Au 31 août 2020, les passifs totaux s'élevaient à 86,0 millions \$ comparativement à 95,0 millions \$ l'an dernier. La dette bancaire totalisait 23,9 millions \$ comparativement à 56,6 millions \$ l'an dernier. Les comptes fournisseurs et autres créiteurs étaient de 35,8 millions \$ au 31 août 2020 comparativement à 32,2 millions \$ l'an dernier. Les impôts à payer totalisaient 3,2 millions \$ comparativement à 0,7 million \$ l'an dernier. Les provisions au 31 août 2020 s'élevaient à 1,5 millions \$ comparativement à 1,6 millions \$ l'an dernier. Les obligations locatives au 31 août 2020 totalisaient 18,5 millions \$ comparativement à 47 mille \$ l'an dernier. Les impôts différés s'élevaient au 31 août 2020 à 2,3 millions \$ comparativement à 3,7 millions \$ l'an dernier. Les obligations au titre des régimes à prestations déterminées étaient de 0,7 million \$ au 31 août 2020 comparativement à 0,2 million \$ l'an dernier.

Capitaux propres

Au 31 août 2020, les capitaux propres s'élevaient à 118,0 millions \$ comparativement à 114,4 millions \$ l'an dernier. La Société a généré un taux de rendement des capitaux propres de 9,1 % au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2020 comparativement à 3,2 % l'an dernier. Le prix de clôture en bourse des actions était de 6,20 \$ par action le 31 août 2020 comparativement à 4,52 \$ par action l'an dernier. La valeur comptable des actions au 31 août 2020 était de 13,78 \$ par action comparativement à 13,45 \$ par action l'an dernier. Le capital social a clôturé à 9,4 millions \$ au 31 août 2020 (9,2 millions \$ l'an dernier). Des dividendes de 0,20 \$ et de 0,10 \$ par action ont été versés pour les périodes de neuf mois terminés le 31 août 2020 et le 31 août 2019.

LIQUIDITÉ ET GESTION DU CAPITAL

Financement

En mai 2019, la Société a renouvelé son entente de crédit avec ses prêteurs actuels, soit deux banques à charte canadiennes. L'entente de crédit comprend une marge maximale de 90 millions \$ échéant en mai 2021. De plus, un accordéon de 10 millions \$ est disponible une fois par année fiscale pour un maximum de 150 jours seulement. Les fonds empruntés en vertu de cette entente de crédit portent intérêt au taux préférentiel plus une prime et sont garantis par une sûreté de premier rang sur l'universalité des biens meubles et immeubles de la Société. Au 31 août 2020, la Société respectait ses engagements financiers. Au 31 août 2020, selon l'entente de crédit, la Société utilisait 20,0 millions \$ de sa facilité de crédit comparé à 53,0 millions \$ l'an dernier.

Les affaires de la Société sont sujettes à des fluctuations saisonnières, avec des ventes traditionnellement plus élevées durant les deuxièmes et troisièmes trimestres. Par conséquent, les besoins de liquidités sont généralement plus grands pendant ces périodes. La direction croit que la marge actuelle est adéquate pour répondre aux besoins des flux de trésorerie prévisionnels. Les sources de financement et l'accès au capital sont divulgués en détail sous la rubrique LIQUIDITÉ ET GESTION DU RISQUE DANS LES CONDITIONS ÉCONOMIQUES ACTUELLES.

Flux de trésorerie

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020, les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles étaient de 13,3 millions \$ par rapport à (13,4) millions \$ l'an dernier. Les activités de financement au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2020 étaient de (15,7) millions \$ en comparaison à 11,1 millions \$ l'an dernier. Les activités d'investissement au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2020 étaient de (0,7) million \$ comparativement à (0,5) million \$ l'an dernier (voir Immobilisations corporelles, actifs incorporels et actifs au titre de droits d'utilisation pour de plus amples détails).

LIQUIDITÉ ET GESTION DU RISQUE DANS LES CONDITIONS ÉCONOMIQUES ACTUELLES

Les objectifs de la Société sont les suivants :

1. Maintenir sa souplesse financière afin de préserver sa capacité à respecter ses obligations financières;
2. Maintenir un ratio dette/équité faible pour préserver sa capacité à poursuivre sa stratégie de croissance interne;
3. Maintenir des ratios financiers selon les exigences requises;
4. Fournir un rendement adéquat à ses actionnaires.

La Société définit son capital comme l'avoir des actionnaires et ses dettes. L'avoir des actionnaires correspond au montant payé de capital action pour les actions émises, entièrement payées et libérées plus les résultats non distribués calculés sur une base consolidée selon les IFRS. La dette comprend l'endettement bancaire réduit par les montants de trésorerie et d'équivalents de trésorerie. La capitalisation représente la somme de la dette et des capitaux propres.

La Société gère sa structure de capital et effectue des ajustements en fonction des changements des conditions économiques et des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure de capital, la Société peut ajuster le montant des dividendes payés aux actionnaires, émettre de nouvelles actions ou racheter des actions en vertu du cours normal d'offre de l'émetteur, acquérir ou vendre des actifs afin d'améliorer sa performance et sa flexibilité financière ou retourner du capital aux actionnaires. L'utilisation première du capital par la Société est pour financer des augmentations du fonds de roulement sans effet sur la trésorerie, et des dépenses en capital pour augmenter sa capacité de production. La Société finance ces besoins à même le fonds de roulement provenant de l'exploitation et de ses facilités de crédit d'exploitation. La stratégie et les objectifs financiers de la Société demeurent pratiquement inchangés.

La Société est soumise à certains engagements en vertu de son entente de crédit. Ces engagements comprennent un ratio dette/équité et un ratio de couverture des intérêts. La Société surveille ses ratios sur une base mensuelle. La Société respecte actuellement toutes les exigences en capital imposées par toute entité externe. La Société ne fait l'objet d'aucune autre obligation relative à son capital imposée par quelque entité externe autre que celles prévues en vertu de son entente de crédit. La Société juge que tous ces ratios se situent dans des limites raisonnables, en tenant compte de la taille relative de la Société et de ses objectifs de gestion du capital.

Aux 31 août 2020 et 2019, la Société a réalisé les résultats suivants eus égard à ses objectifs de gestion du capital :

	Au 31 août 2020	Au 31 août 2019
Gestion du capital		
Ratio de la dette sur le capital	15,8 %	32,7 %
Ratio de couverture des intérêts	7,4	3,2
Rendement sur l'avoir des actionnaires	9,1 %	3,2 %
Ratio du fonds de roulement	2,2	1,9
BAIIA (en milliers de dollars)	19 125 \$	8 904 \$

Ces mesures ne sont pas exigées par l'IFRS et sont définies par la Société comme suit :

- Le ratio de la dette sur le capital représente la dette par l'avoir des actionnaires. La dette est définie comme étant la dette bancaire moins l'encaisse et les équivalents d'encaisse (c.-à-d. que la dette exclut les obligations locatives). La capitalisation correspond à la dette plus l'avoir des actionnaires.
- Le ratio de couverture des intérêts représente le BAIIA au cours de la période pour laquelle le calcul est effectué sur les frais d'intérêts pour la même période sur une base consolidée, calculé sur une période continue de quatre trimestres.
- Le rendement sur l'avoir des actionnaires correspond au bénéfice (perte) net divisé par l'avoir des actionnaires.
- Le ratio du fonds de roulement est le total des actifs à court terme divisé par le total des passifs à court terme.
- BAIIA est le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement.

Structure de coût, besoins de fonds de roulement et service de la dette

Au 31 août 2020, son ratio de la dette sur le capital était de 15,8 % par rapport à 32,7 % au 31 août 2019. En mai 2019, la Société a renouvelé son entente de crédit avec ses prêteurs actuels, soit deux banques à charte canadiennes – voir détails sous la section **Financement**.

Pour de plus amples informations, les principaux facteurs de risque auxquels la Société fait face sont présentés dans le rapport de gestion contenu dans le rapport annuel de la Société pour l'année financière terminée le 30 novembre 2019, ainsi que dans la notice annuelle sur SEDAR (www.sedar.com).

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

Engagements contractuels	Paiements dus par période (en milliers de dollars)				
	Total	Moins d'un an	1 - 3 ans	4 - 5 ans	Plus de 5 ans
Engagements d'achat	211	156	55	-	-

Passifs éventuels

Dans le cours normal des affaires, certaines actions en responsabilité pour les produits et d'autres réclamations ont été entreprises contre la Société, et s'il y a lieu, ses fournisseurs. Bien qu'il existe des difficultés inhérentes à prévoir les résultats de telles actions, la direction a vigoureusement contesté la validité de ces réclamations, le cas échéant, et à sa connaissance actuelle, elle croit que celles-ci sont sans fondement et ne s'attend pas à ce que les résultats de ces réclamations, en tenant compte des couvertures d'assurance en vigueur ou de la nature des réclamations, prises individuellement ou dans leur ensemble, puissent avoir un impact négatif important sur la position financière consolidée, les résultats d'exploitation ou les bénéfices futurs de la Société.

FACTEURS DE RISQUE

Les facteurs de risque et d'incertitude pouvant affecter la Société dans le futur demeurent sensiblement les mêmes que ceux apparaissant dans le rapport de gestion annuel de la Société contenu dans le rapport annuel 2019. Seuls ces facteurs comportant des éléments variables sont décrits ci-bas :

Dépendance relative aux clients importants

La Société ne possède pas de contrats à long terme avec aucun de ses clients. Les contrats de distribution sont habituellement attribués annuellement et peuvent être révoqués. Seulement un client important contribue plus de 10 % aux ventes totales de la Société au cours du troisième trimestre et au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2020 (identique l'an dernier). Ce qui suit représente le total des ventes constituées principalement de divers produits de bois des clients importants :

(en milliers de dollars)	Trois mois terminés le				Neuf mois terminés le			
	31 août 2020		31 août 2019		31 août 2020		31 août 2019	
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%
Ventes aux clients importants qui ont contribué plus de 10% du total des ventes de la Société	21 188	15,1	17 555	13,4	50 510	15,1	45 408	13,3

La perte d'un client important pourrait avoir un impact majeur sur les résultats, les opérations et sur la santé financière de la Société. Les valeurs comptables des actifs financiers représentent le risque de crédit maximal.

Cybersécurité

La Société est exposée aux risques liés aux fuites de données, aux logiciels malveillants, aux accès non autorisés, au piratage informatique, à l'hameçonnage, au vol d'identité, au vol de propriété intellectuelle, au vol d'actifs, à l'espionnage industriel et à d'autres menaces liées à la cybersécurité. Les cyberattaques pourraient notamment causer des pertes de données, des perturbations au niveau de la conduite des activités d'entreprise, des coûts d'investigation ou de rétablissement, une hausse des coûts pour assurer l'entretien et la mise à jour des systèmes et infrastructures technologiques, une hausse des coûts pour l'assurance cybersécurité, des pertes financières, un non-respect de la législation en matière de vie privée, des réclamations et litiges, des amendes et des dommages à la réputation, lesquels pourraient tous affecter les résultats d'exploitation ou la situation financière de la Société. Malgré les mesures mises en œuvre afin de se protéger de cyberattaques, il est possible que la Société ne puisse pas prévenir ou mettre en place des mesures préventives efficaces contre toutes les cyberattaques puisque les techniques utilisées se multiplient, changent fréquemment, proviennent d'un large éventail de sources et sont de plus en plus perfectionnées. De plus, la couverture provenant de l'assurance cybersécurité pourrait être insuffisante afin de protéger la Société des pertes ou coûts découlant d'une ou plusieurs violations à la cybersécurité.

Dans la note aux états financiers du trimestre se terminant le 31 août 2020 se rapportant aux événements subséquents, la Société a rapporté une cyberattaque qui a affecté ses données et systèmes informatiques. Tel que divulgué à cette note aux états financiers, la Société s'affaire à rétablir ses données et systèmes et a bon espoir qu'elle pourra le faire avec un impact limité sur ses opérations et ses ventes. Toutefois, puisque ce travail et l'investigation de l'attaque sont toujours en cours, la pleine portée de l'impact de l'attaque ne peut être déterminée à ce moment.

INSTRUMENTS FINANCIERS ET AUTRES INSTRUMENTS

Les instruments financiers et autres instruments demeurent essentiellement les mêmes que ceux apparaissant dans le rapport de gestion annuel de la Société contenu dans son rapport annuel 2019. Seuls les facteurs de variabilité avec des composants sont décrits ci-dessous :

Les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 août 2020 s'établissent comme suit :

(en milliers de dollars)

Passifs financiers				
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	De 0 à 12 mois	De 12 à 36 mois
Dette bancaire	23 872	23 872	23 872	-
Fournisseurs et autres créditeurs	35 818	35 818	35 818	-
Obligations locatives	18 532	18 532	4 338	14 194
Total des passifs financiers	78 222	78 222	64 028	14 194

Risque de taux d'intérêt

La Société détient une facilité de crédit renouvelable pour financer ses besoins en fonds de roulement. Les frais d'intérêts de cette facilité de crédit dépendent du taux préférentiel des banques canadiennes et américaines. L'augmentation de ce taux aura, le cas échéant, une incidence défavorable sur la rentabilité de la Société. La direction ne croit pas que la fluctuation des taux d'intérêt aura une incidence importante sur ses résultats d'exploitation. Une fluctuation de 1 % du taux d'intérêt sur la dette bancaire de 23,9 millions \$ accroîtrait annuellement les dépenses d'intérêt de 0,2 million \$.

Risque de change

La Société pourrait recourir à des contrats de change à terme pour couvrir certains créditeurs et, à l'occasion, des engagements d'achats futurs libellés en dollars US, en euros et en livres sterling. Une variation de 5 % du dollar canadien par rapport aux monnaies étrangères n'aurait pas d'incidence significative sur le bénéfice net de la Société. Au 31 août 2020, la Société était exposée au risque de change par l'intermédiaire des éléments suivants :

Actifs et passifs financiers mesurés à leurs coûts amortis
(en milliers de dollars)

	Dollars US	Livres sterling	Euros
Trésorerie	1 732	243	11
Clients et autres débiteurs	4 468	105	-
Fournisseurs et autres créditeurs	(5 339)	(76)	(109)
Obligations locatives	(587)	-	-
Exposition nette	274	272	(98)
Taux de change du \$CA au 31 août 2020	1,3047	1,7443	1,5574
Impact sur le bénéfice net en fonction d'une fluctuation de 5 % du \$CA	13	17	(6)

Risque de crédit

La Société est exposée à un risque de crédit de la part de ses clients. En s'assurant d'une composition diversifiée de sa clientèle, ce risque est atténué en réduisant le montant auquel la Société est exposée envers l'un ou l'autre de ses clients. De plus, la Société utilise un système de gestion du crédit pour limiter le risque de pertes dues à l'insolvabilité ou à une faillite d'un de ses clients. Elle a également recours à l'assurance-crédit afin de réduire les pertes dues aux créances irrécouvrables. Finalement, la Société a adopté une politique de crédit qui définit les conditions de crédit devant être respectées par ses clients. Des limites précises de crédit sont établies pour chaque client et sont régulièrement révisées. En se basant sur la tendance historique de paiement, les renseignements actuels en matière de crédit et l'expérience disponible, la Société juge qu'à l'exception des provisions pour créances douteuses déjà enregistrées, aucune provision pour créances douteuses n'est nécessaire en ce qui concerne les comptes clients qui sont courants ou en souffrance. La Société ne possède pas de contrats à long terme avec aucun de ses clients. Les contrats de distribution sont normalement attribués annuellement et peuvent être révoqués. Dans son évaluation de la provision pour pertes sur créances douteuses au 31 août 2020, la Société a tenu compte de l'impact économique de la pandémie de COVID-19 sur son évaluation, y compris le risque de défaillance de ses clients étant donné le ralentissement économique provoqué par cette pandémie.

Le tableau suivant présente les informations sur l'exposition au risque de crédit et sur les pertes de crédit attendues sur les clients :
(en milliers de dollars)

	31 août 2020	31 août 2019
	\$	\$
Courant	61 464	60 416
En souffrance - 31 à 60 jours	2 077	2 890
En souffrance - 61 à 90 jours	464	1 340
En souffrance - 91 à 120 jours	331	342
En souffrance - Plus de 120 jours	371	348
	64 707	65 336
Provision pour créances douteuses	(460)	(421)
Solde à la fin de la période	64 247	64 915

Au 31 août 2020, un montant de 261 milles \$ était inclus dans la provision pour créances douteuses pour des clients spécifiques ayant des comptes à recevoir totalisant 636 milles \$. Hormis la provision spécifique, les pertes de créances attendues se sont limitées à 199 milles \$ et, par conséquent, les pertes de créances attendues liées à l'âge des comptes clients n'ont pas été présentées séparément dans le tableau ci-dessus.

Juste valeur

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction normale entre des intervenants sur le marché à la date d'évaluation. La juste valeur est fondée sur l'information disponible sur le marché. En l'absence d'une telle information, elle est estimée à l'aide de techniques d'actualisation de la valeur et d'hypothèses concernant le montant et le calendrier des flux de trésorerie futurs et les taux d'actualisation compte tenu du niveau approprié de risque lié aux instruments. La juste valeur estimative pourrait différer du montant qui serait obtenu advenant le règlement immédiat des instruments. La valeur comptable des comptes de trésoreries, comptes clients et autres débiteurs, dette bancaire, fournisseurs et autres créditeurs, et dette à long terme se rapproche de leurs justes valeurs.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les opérations entre parties liées demeurent sensiblement les mêmes que ceux apparaissant dans le rapport de gestion annuel de la Société contenu dans son rapport annuel 2019.

ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Les estimations comptables critiques demeurent sensiblement les mêmes que ceux apparaissant dans le rapport de gestion annuel de la Société contenu dans son rapport annuel 2019.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables de la Société appliquées dans les états financiers consolidés intermédiaires de la Société sont les mêmes que celles décrites dans la note 3 des états financiers consolidés contenus dans son rapport annuel 2019 à l'exception de l'IFRS 16 – *Contrats de location* tels que décrits dans la note 3 incluse dans les états financiers consolidés intermédiaires du 31 août 2020 dans la section changements de normes comptables.

INFORMATION SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

Au 31 août 2020, 8 562 554 actions ordinaires étaient en circulation (8 506 554 l'an dernier). La Société a autorisé l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale. Au 15 octobre 2020, 8 562 554 actions ordinaires étaient en circulation.

COVID-19

La durée et l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la Société sont inconnus pour le moment. À ce titre, il n'est pas possible d'estimer de façon fiable la durée et la gravité des répercussions liées à COVID-19 sur les résultats financiers et les opérations de la Société. La Société continue de suivre de près la situation au fur et à mesure qu'elle évolue au jour le jour et peut prendre d'autres mesures en réponse aux directives du gouvernement et des autorités de santé publique ou qui sont dans le meilleur intérêt de ses collègues, clients, fournisseurs ou autres parties prenantes, au besoin. La Société a déjà pris et continuera de prendre des mesures rapides pour atténuer les effets de COVID-19 sur ses activités quotidiennes, dans le meilleur intérêt de ses employés, clients, fournisseurs et autres parties prenantes qui sont au cœur de chaque actions prises.

Ces changements et tout changement supplémentaire dans les opérations en réponse à COVID-19 pourraient avoir une incidence importante sur les résultats financiers et peuvent inclure des fermetures temporaires d'installations, des pénuries ou des perturbations temporaires ou à long terme au niveau de la main-d'œuvre, des répercussions temporaires ou à long terme sur les chaînes d'approvisionnement et les canaux de distribution, des restrictions temporaires ou à long terme sur le commerce et les voyages transfrontaliers, une plus grande volatilité des devises et des risques accrus pour les systèmes informatiques, les réseaux et les services numériques. Les conditions économiques incertaines résultant de l'éclosion de COVID-19 peuvent, à court ou à long terme, avoir un impact négatif sur les opérations et sur la performance financière de la Société. La propagation du COVID-19 a provoqué un ralentissement économique et une volatilité accrue sur les marchés financiers. Les gouvernements et les banques centrales ont réagi par des interventions monétaires et fiscales destinées à stabiliser la conjoncture économique. Toutefois, on ne sait pas à l'heure actuelle comment ces interventions vont impacter les marchés de la dette et des actions ou l'économie en général. Bien que l'impact final de COVID-19 sur l'économie mondiale et sa durée demeure incertain, les perturbations causées par COVID-19 peuvent nuire à la performance de la Société. Les conditions économiques incertaines résultant de l'éclosion de COVID-19 peuvent, à court ou à long terme, avoir un impact négatif sur la demande des produits de la Société et/ou les marchés de la dette et des actions, qui pourraient tous deux nuire à la performance financière de la Société. Les interventions gouvernementales visant à contenir COVID-19 pourraient également avoir une incidence sur les effectifs disponibles de la Société, sa chaîne d'approvisionnement et ses canaux de distribution et/ou sur sa capacité de s'engager dans le commerce transfrontalier, ce qui pourrait à son tour nuire aux opérations ou à la performance financière de la Société.

ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT

Le 24 septembre 2020, la Société a détecté une cyberattaque par un rançongiciel visant ses systèmes informatiques. Le logiciel malveillant employé dans le cadre de l'attaque a encrypté certaines données électroniques logées dans le réseau de la Société de façon à les rendre illisibles ou inutilisables. L'attaque s'est déroulée après la fermeture des bureaux le 23 septembre 2020 et a été détectée immédiatement à l'ouverture des bureaux le lendemain, et la Société a immédiatement pris des mesures afin de neutraliser l'atteinte et réduire les impacts possibles sur les données et les opérations de la Société et amorcer le processus de recouvrement.

En collaboration avec ses assureurs en cybersécurité, des firmes indépendantes spécialisées en matière de cybersécurité ont été amenées afin d'aider la Société à traiter la situation suivant les meilleures pratiques de l'industrie. La Société a également rapporté l'attaque aux forces de l'ordre.

Au moment présent, il n'y a pas d'éléments laissant croire que des données personnelles de clients ont été compromises dans le cadre de cette attaque. La Société ne reçoit généralement pas de données personnelles de ses clients composés en grande partie d'entreprises. Par ailleurs, certaines données personnelles d'employés pourraient avoir été compromises et la Société prend des mesures afin de réduire l'impact auprès des employés affectés, dont la rétention des services de TransUnion afin de surveiller et gérer leur dossier de crédit de façon proactive.

La Société s'affaire à rétablir ses données et systèmes et a bon espoir qu'elle pourra le faire avec un impact limité sur ses opérations et ses ventes. Toutefois, puisque ce travail et l'investigation de l'attaque sont toujours en cours, la pleine portée de l'impact de l'attaque ne peut être déterminée à ce moment.

PERSPECTIVES

L'évolution du COVID-19 est actuellement imprévisible et en raison d'un nouveau pic de nouveaux cas d'infection, il est impossible de déterminer la fin de la pandémie à cette date. Elle pourrait bien ne pas se réaliser avant la fin de l'année 2020. Par conséquent, la gestion des risques nécessite de la prudence. Il est impératif de maintenir un solide bilan tout au long de la période à venir.

ATTESTATION

Contrôles et procédures de communication de l'information

Il incombe à la direction d'élaborer et de maintenir un système de contrôles et de procédures de communication de l'information de façon à fournir l'assurance raisonnable que toute information importante concernant la Société et ses filiales est réunie et communiquée en temps opportun à la haute direction pour qu'elle soit en mesure de prendre des décisions éclairées à l'égard de ses communications publiques.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Il incombe également à la direction d'élaborer et de maintenir des contrôles internes à l'égard de l'information financière qui sont adéquats de façon à fournir l'assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers consolidés à des fins externes conformément aux IFRS.

Dans la conception de ces contrôles, il faut considérer le fait qu'en raison de ses limites inhérentes, tout système de contrôle, aussi bien conçu et appliqué soit-il, ne saurait fournir qu'une assurance raisonnable que les objectifs de contrôle visés seront atteints et qu'il pourrait ne pas être en mesure de prévenir ni de détecter des inexactitudes. Les projections quant à l'application de l'évaluation de l'efficacité à des périodes ultérieures présentent le risque que le contrôle puisse devenir inadéquat du fait de l'évolution possible des conditions existantes ou de la détérioration du degré de conformité aux politiques et procédures. De plus, la direction doit faire appel à son jugement lorsqu'elle évalue les contrôles et les procédures.

Il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne de la Société sur l'information financière qui s'est produit au cours des trois mois et neuf mois terminés le 31 août 2020 qui ont eu une incidence importante ou qui est raisonnablement susceptible d'affecter sensiblement le contrôle interne de la Société sur l'information financière.

Delson, le 15 octobre 2020



Patrick Goodfellow
Président et chef de la direction



Charles Brisebois, CPA, CMA
Chef de la direction financière